

données statistiques

enquête auprès des organisations internationales
résultats de 1985 et données rétrospectives

Sommaire	page
1. Organisations internationales établies à Genève	1
2. Organisations internationales établies en Suisse	4
3. Quelques données rétrospectives pour Genève	6
. Graphiques	8
. Tableaux	10
4. Liste des tableaux disponibles sur demande	17

Mars 1986



SERVICE CANTONAL DE STATISTIQUE

Rue du 31-Décembre 8 Case postale 36 1211 Genève 6 ☎ 36 14 00

DEPARTEMENT DE L'ECONOMIE PUBLIQUE

Autres sources d'information :

- **Annuaire statistique** du canton de Genève (paraît en septembre) :

Le chapitre "organisations internationales" présente, pour le canton de Genève, les principaux résultats de l'enquête de l'année en cours ainsi que ceux des années précédentes sous forme de tableaux et de graphiques.

- **Aspects statistiques :**

A intervalles irréguliers, un numéro de cette collection fait le point sur le secteur international à Genève.

- **Données statistiques :**

Chaque année, un numéro de cette collection présente les résultats de l'enquête annuelle auprès des organisations internationales. En général, ces données sont accompagnées d'un choix d'informations complémentaires.

En 1985 ont été publiées des estimations sur l'importance de l'ensemble du secteur international à Genève ainsi que quelques comparaisons internationales.

Symboles :

Un tiret (-) signifie que la donnée est nulle.

Un astérisque (*) signifie que la donnée est inconnue.

Un point (.) signifie qu'aucune donnée ne peut correspondre à la définition.

ENQUETE AUPRES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Résultats de 1985 et données rétrospectives

La présentation des résultats de l'enquête annuelle du service cantonal de statistique (SCS) auprès des organisations internationales établies à Genève est complétée par quelques résultats et commentaires portant sur l'ensemble des organisations gouvernementales implantées en Suisse. De plus, cette année, des données rétrospectives portant sur les organisations gouvernementales établies à Genève figurent dans ce document. Présentées sous forme de graphiques et de tableaux, les données sur les emplois remontent jusqu'en 1950 alors que celles sur les dépenses et les conférences internationales couvrent la période 1970-1984.

1. Organisations internationales établies à Genève

Les résultats de l'enquête annuelle réalisée auprès des quinze organisations gouvernementales (OING) et des dix principales organisations non gouvernementales (ONG) révèlent une croissance modérée de leur activité, qui fait suite à une progression marquée enregistrée l'année précédente. L'évolution actuelle s'inscrit dans la tendance à une relative stabilité de l'activité de ces organisations qui est constatée depuis bientôt dix ans. Le tableau de synthèse de la page 3 présente les principaux résultats de cette enquête.

Emplois

D'avril 1984 à avril 1985, le nombre d'emplois recensés dans le **secteur international**¹⁾ progresse très modérément (+ 0,6 %). En cinq ans, la hausse des effectifs atteint 6,5 %. Au printemps 1985, ce secteur compte environ 21 000 emplois.

Les effectifs occupés par les **15 organisations gouvernementales** (OIG) établies à Genève augmentent globalement de 0,8 % en un an. Ils sont en baisse dans 7 organisations, progressent dans 6, restent inchangés dans une alors que les emplois d'une nouvelle organisation intergouvernementale (l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales) sont comptés pour la première fois. En cinq ans, le nombre de personnes occupées par les OIG a peu progressé (+ 2,7 %) et des diminutions d'effectifs ont été constatées en 1982 et 1983.

Amorcée en 1979, la baisse du nombre de fonctionnaires d'origine suisse se poursuit (- 2,0 % en un an) et leur proportion s'établit à 13,7 % en avril 1985 contre 16,6 % en avril 1979. Pour la troisième année consécutive, l'effectif des fonctionnaires internationaux résidant dans le canton diminue (- 2,3 % en un an) alors qu'il augmente pour ceux résidant dans le canton de Vaud (+ 8,1 %) et en France (+ 5,5 %). En avril 1985, 55,6 % des fonctionnaires internationaux habitent à Genève, 7,2 % dans le canton de Vaud et 37,2 % en France.

En avril 1985, une légère baisse (- 1,0 % en un an) de l'effectif du personnel des **missions permanentes** est enregistrée alors qu'il s'inscrivait régulièrement à la hausse depuis 1979. En cinq ans, sa progression

1) Défini ici comme l'ensemble formé des quinze OIG, des missions permanentes et des dix principales ONG.

s'élève à 20,2 %. A noter que d'avril à décembre 1985, le nombre d'emplois augmente fortement (+ 8,3 %) et se fixe à 3 095.

Les emplois des **10 principales organisations non gouvernementales**, qui rassemblent les 4/5 des effectifs occupés par ce type d'organisation, augmentent faiblement d'avril 1984 à avril 1985 (+ 0,7 %) et s'élèvent à 2 749; d'une année à l'autre, ils ont progressé dans 6 organisations et baissé dans 4. En cinq ans, les emplois des OING ont augmenté de 16,5 %. D'une année à l'autre, la proportion d'employés d'origine suisse s'est renforcée (elle est de 45,7 % en 1985) comme celle des résidents dans le canton de Vaud : 17,0 % du personnel stable des OING habitent dans ce canton, 71,5 % à Genève et 11,5 % en France.

Dépenses

En 1984, le montant global des dépenses des **25 organisations internationales** couvertes par la statistique s'élève à 2,176 milliards de francs. Il enregistre une hausse nominale annuelle de 3,4 % mais, en termes réels (déduction faite de la hausse des prix), il fléchit légèrement (- 0,3 %). Au cours de ces cinq dernières années, les dépenses nominales de ces organisations ont augmenté de 6,0 % l'an en moyenne (+ 1,5 % en termes réels).

Le montant total des dépenses engagées pour les sièges ou offices des **15 OIG** établies à Genève augmente de 2,7 % (en termes réels : - 0,1 %). Les dépenses des 8 organisations du système des Nations Unies progressent plus faiblement (+ 1,5 %) et, dans 3 de celles-ci, elles diminuent. La structure des dépenses reste relativement stable au cours des ans; en 1984, elle est la suivante : coût salarial : 65,6 %; dépenses courantes en biens et services : 22,2 %; dépenses d'investissements : 12,2 %. La part de dépenses revenant à la Suisse diminue légèrement (- 1,1 %) entre 1983 et 1984 mais elle dépasse toujours le milliard. Elle représente les 56,7 % des dépenses totales (61,3 % des dépenses courantes, soit 60,8 % du coût salarial total et 62,6 % des dépenses courantes pour d'autres biens et services; 23,8 % des investissements). Enfin, il est intéressant de relever la part prépondérante du CERN (91,9 %) dans les dépenses d'investissements des OIG.

La progression des dépenses des **10 principales OING** s'élève à 7,7 % en 1984 (+ 3,9 % en termes réels). Durant les cinq dernières années, leurs dépenses ont augmenté de 9,9 % l'an en moyenne (+ 5,3 % en termes réels). Les dépenses totales de ces organisations atteignent 295,5 millions de francs en 1984; elles se répartissent ainsi : coût salarial : 64,1 %; dépenses courantes en biens et services : 32,3 %; investissements : 3,6 %.

Réunions internationales

Par rapport à 1983, le nombre de réunions et conférences internationales convoquées à Genève par les **15 OIG** reste inchangé en 1984, mais le nombre de séances tenues fléchit légèrement (- 1,1 %) tandis que celui des délégués progresse (+ 6,6 %). Une évolution assez semblable est enregistrée par les **10 principales OING** : conférences - 1,4 %; séances : - 3,4 %, délégués : + 6,9 %.

Tableau 1

Emplois dans le secteur international

	Organisations gouvernementales ¹⁾			Missions permanentes	Organisations non gouvernementales ²⁾
	Fonctionnaires	Autres personnes	Total		
Avril 1980	11 271	3 504	14 775	2 377	2 359
Avril 1981	11 461	3 582	15 043	2 476	2 525
Avril 1982	11 844	3 145	14 989	2 529	2 557 ³⁾
Avril 1983	11 800	2 964	14 764	2 734	2 544
Avril 1984	11 779	3 272	15 051	2 887	2 729
Avril 1985	11 918	3 258	15 176	2 857	2 749

Dépenses des organisations internationales gouvernementales (milliers de F.)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1979	943 520	301 165	1 244 685	152 316	47 565	199 881	1 444 566
1980	964 681	324 433	1 289 114	154 777	29 880	184 657	1 473 771
1981	1 049 729	353 435	1 403 164	141 445	43 547	184 992	1 588 156
1982	1 100 387	370 099	1 470 486	126 407	63 912	190 319	1 660 805
1983	1 195 717	416 114	1 611 831	135 450	83 900	219 350	1 831 181
1984	1 233 139	417 600	1 650 739	145 432	84 745	230 177	1 880 916

Dépenses des organisations internationales non gouvernementales²⁾ (milliers de F.)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1979	133 772	43 660	177 432	4 251	2 297	6 548	183 980
1980	141 365	70 438	211 803	4 648	5 514	10 162	221 965
1981	151 180	77 377	228 557	5 575	5 902	11 477	240 034
1982	164 823	80 938	245 761	6 070	4 488	10 558	256 319
1983	179 876	84 074	263 950	7 788	2 514	10 302	274 252
1984	189 450	95 448	284 898	8 694	1 889	10 583	295 481

Réunions internationales

	Organisations gouvernementales ¹⁾								
	Total						Organisations non gouvernementales ²⁾		
	dont organisations du système des Nations Unies								
	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts
1979	1 054	13 387	56 873	968	12 998	54 659	457	1 436	8 656
1980	1 126	13 469	54 526	1 006	13 076	52 215	507	1 572	9 229
1981	1 142	12 464	55 735	1 006	12 055	52 546	524	1 815	9 297
1982	1 217	12 058	59 415	1 116	11 721	53 282	510	1 935	9 917
1983	1 194	12 676	65 380	1 087	12 240	56 626	486	2 160	9 562
1984	1 194	12 535	69 701	1 055	11 847	55 304	479	2 086	10 225

1) Les 15 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales).

2) Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM (Fédération luthérienne mondiale), Fondation de l'École internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI.

3) Pour l'ensemble des 87 organisations dénombrées en septembre 1982 les emplois s'élevaient à 3 152.

2. Organisations internationales établies en Suisse

En plus des quinze OIG situées à Genève, la Suisse en accueille deux à Berne et une à Bâle¹⁾. L'Union postale universelle (UPU), qui a plus de 150 emplois, et l'Office central des transports internationaux par chemins de fer (OCTI), qui emploie une vingtaine de personnes, sont implantés à Berne. A Bâle, la Banque des règlements internationaux (BRI) offre plus de 300 emplois. Le tableau de la page 5 présente les principaux résultats se rapportant aux dix-huit organisations internationales implantées en Suisse.

En avril 1985, les 491 **personnes occupées** par les trois organisations établies en Suisse alémanique représentent 3,1 % des 15 667 emplois des OIG en Suisse (Genève 96,9 %). Dans ces trois organisations, la plupart des fonctionnaires internationaux résident en Suisse (98,9 %; 64,2 % pour l'ensemble des 18 OIG), beaucoup sont de nationalité suisse (39,5 %; 14,7 % pour l'ensemble des 18 OIG) et peu de personnes occupées n'ont pas un statut de fonctionnaire international (3,1 % mais 20,9 % pour l'ensemble des 18 OIG).

Les **dépenses effectuées** pour ces trois sièges constituent les 4,9 % de celles de l'ensemble des dix-huit OIG établies en Suisse qui s'élèvent à près de 2 milliards de francs en 1984. Comparativement à celles des OIG établies à Genève, les dépenses engagées par ces trois OIG sont plus importantes. La part du coût salarial total de ces trois organisations représente les 5,4 % de celui des dix-huit organisations et leurs autres dépenses courantes en biens et services en constituent les 5,6 %. Leurs dépenses d'investissements n'atteignent que le 0,7 % du total de ce type de dépenses par rapport aux dix-huit organisations. Mais, en faisant abstraction du CERN, cette part s'élève à 7,9 %. L'importance relative de ces trois organisations est plus élevée mesurée en termes de dépenses que d'emplois. Ces écarts relatifs s'expliquent pour l'essentiel par des différences de taille et de nature d'activité des organisations considérées : celles de Bâle et de Berne comptent, par exemple, probablement et en proportion, plus de fonctionnaires d'état-major que les OIG établies à Genève.

Ces trois organisations accueillent les 3,7 % des **conférences et réunions internationales** convoquées en Suisse par les OIG et rassemblent les 3,0 % des délégués participant à ces séances.

Après trois années de stabilité, succédant à une baisse de 4,0 % en deux ans, une légère reprise de l'emploi (+ 1,0 %) est constatée dans ces trois organisations entre 1984 et 1985, alors qu'il diminue légèrement pour l'ensemble des dix-huit OIG (- 0,4 %).

En 1984, on constate une forte croissance des dépenses de ces trois OIG (+ 8,9 %; + 3,0 % pour l'ensemble des 18 OIG). Mais, en cinq ans, soit depuis 1979, leurs dépenses ont progressé de 28,5 % (+ 5,1 % par an) contre 30,2 % (+ 5,4 % par an) pour les OIG établies à Genève. Enfin, entre 1983 et 1984, le nombre de délégués participant à des conférences de ces trois OIG progresse plus faiblement (+ 4,8 %) que celui des experts accueillis à Genève (+ 6,6 %). En 1984, l'activité de ces trois OIG dans le domaine des réunions internationales restait plus faible qu'en 1980, en raison d'un fléchissement enregistré entre 1980 et 1982.

1) L'enquête auprès des organisations internationales réalisée par le SCS dès 1978 à Genève a été étendue à l'ensemble de la Suisse en 1980. Dans les autres cantons, l'Office fédéral de la statistique se charge de son exécution.

Tableau 2

Les emplois dans les organisations Internationales gouvernementales en Suisse¹⁾

	Personnes titulaires d'une carte de légitimation selon le lieu de résidence										
	Cantons suisses			A l'étranger			Total			Autres personnes	
	Suisse	Etrangers	Total	Suisse	Etrangers	Total	Suisse	Etrangers	Total	personnes	Total
1980	1 889	6 131	8 020	170	3 543	3 713	2 059	9 674	11 733	3 547	15 280
1981	1 839	6 157	7 996	167	3 758	3 925	2 006	9 915	11 921	3 615	15 536
1982	1 812	6 404	8 216	169	3 921	4 090	1 981	10 325	12 306	3 168	15 474
1983	1 742	6 358	8 100	174	3 993	4 167	1 916	10 351	12 267	2 983	15 250
1984	1 682	6 362	8 040	177	4 027	4 204	1 859	10 389	12 248	3 489	15 737
1985	1 644	6 317	7 961	181	4 252	4 433	1 825	10 569	12 394	3 273	15 667

Dépenses des organisations Internationales gouvernementales en Suisse¹⁾ (milliers de F.)

	Coût salarial						Dépenses courantes		Dépenses d'investissements		
	Salaires nets	Contributions sociales à la charge de		Total	Dépenses courantes pour d'autres biens et services	Total	Achats de biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total	
		des salariés	de l'employeur								
1979	802 019	65 826	130 927	998 772	320 437	1 319 209	153 441	47 626	201 067	1 520 276	
1980	814 381	69 531	138 092	1 022 004	342 914	1 364 918	155 816	29 880	185 696	1 550 614	
1981	871 872	78 149	161 675	1 111 696	370 805	1 482 501	142 192	43 599	185 791	1 668 292	
1982	906 201	86 848	170 991	1 164 040	391 290	1 555 330	127 836	63 965	191 801	1 747 131	
1983	968 837	98 873	194 528	1 262 238	437 541	1 699 779	136 786	83 953	220 739	1 920 518	
1984	1 000 740	103 427	200 004	1 304 171	442 211	1 746 382	146 995	84 798	231 793	1 978 175	

Réunions Internationales accueillies par les organisations Internationales gouvernementales en Suisse¹⁾

	Réunions Internationales	Séances tenues	Délégués et experts
1979	1 104	13 631	58 999
dont accueillies à Berne et Bâle	50	244	2 126
1980	1 176	13 715	56 896
dont accueillies à Berne et Bâle	50	246	2 370
1981	1 191	12 676	55 881
dont accueillies à Berne et Bâle	49	212	2 146
1982	1 263	12 298	61 455
dont accueillies à Berne et Bâle	46	240	2 040
1983	1 240	12 916	67 450
dont accueillies à Berne et Bâle	46	240	2 070
1984	1 240	12 781	71 871
dont accueillies à Berne et Bâle	46	246	2 170

1) A Genève : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE, GATT, CERN, AELE, CIM, UI, OIPC et APEF
à Berne : OCTI et UPU
à Bâle : BRI

3. Quelques données rétrospectives pour Genève

Les organisations internationales gouvernementales constituent à la fois le coeur et la partie la plus importante du secteur international à Genève. En 1982 par exemple, plus de 70 % des emplois du secteur international¹⁾ et près de 85 % de ses dépenses se rapportaient aux OIG. C'est pourquoi, il est intéressant de retracer l'évolution de l'activité des OIG sur une longue période.

Les données sur les **emplois** dans les OIG et les missions permanentes couvrent les années 1950-1985 (à l'exception de 1951). Elles portent sur les fonctionnaires internationaux exclusivement car les effectifs des autres personnes occupées par les OIG ne sont connus que depuis 1978. Les données ont été établies par le département fédéral des affaires étrangères jusqu'en 1980. Dès 1981, les effectifs des fonctionnaires internationaux sont tirés de l'enquête annuelle du SCS auprès des OIG et ceux des collaborateurs des missions permanentes sont dénombrés par le SCS à partir de documents administratifs.

Les informations sur les **dépenses** des OIG proviennent de l'enquête annuelle du SCS pour les années 1977-1984. Pour les années antérieures, il s'agit d'estimations faites à partir de données collectées par l'office fédéral de la statistique auprès de quelques OIG.

Les données sur les **réunions internationales** ont la même origine. Pour les années 1970-1976, les chiffres sont tirés des rapports annuels de l'Office du tourisme de Genève et portent sur quatre OIG. En 1977, ces quatre OIG (sur quatorze) accueillait les 2/3 des conférences et de leurs participants et organisaient les 7/8 des séances correspondantes.

Pour interpréter correctement les diverses évolutions, il convient de tenir compte de la progression du **nombre des OIG** établies à Genève. Celle-ci est retracée au tableau 3 (page 7). Elle est surtout marquée entre 1950 et 1960 et les onze organisations qui étaient déjà implantées à Genève en 1960 emploient, en 1985, les 99,6 % des fonctionnaires internationaux travaillant dans une OIG à Genève.

L'évolution du nombre d'**emplois** dans les OIG suit une courbe en "S", correspondant à un "modèle logistique de croissance" : brève phase de démarrage, suivie d'une phase de forte croissance jusque vers la fin des années 60 (point d'inflexion en 1968) et, enfin, phase de ralentissement et de stabilisation des effectifs. Il est intéressant de relever que cette forme de courbe de croissance se retrouve à l'échelle mondiale pour les OIG dans leur ensemble. Les emplois dans les missions permanentes augmentent de façon plus régulière (progression linéaire) tout en marquant une certaine accélération en fin de période.

1) Le **secteur international** est formé des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales ainsi que des missions permanentes auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des institutions spécialisées. En ajoutant à ce secteur les sièges et sociétés multinationales qui ont une activité de portée internationale, on obtient le **tertiaire international**.

Tableau 3

Nombre d'organisations internationales gouvernementales établies à Genève, depuis 1950

Année		Année		Année		Année	
1950	5	1960	11	1970	12	1980	14
1951	5	1961	11	1971	13	1981	14
1952	7	1962	11	1972	13	1982	14
1953	8	1963	11	1973	13	1983	14
1954	9	1964	11	1974	13	1984	14
1955	9	1965	11	1975	13	1985	15
1956	9	1966	11	1976	13		
1957	9	1967	11	1977	14		
1958	9	1968	11	1978	14		
1959	9	1969	11	1979	14		

Les dépenses totales nominales des OIG progressent rapidement jusqu'en 1973-74, puis croissent modérément avant de se redresser légèrement dès 1981. Le plafonnement (en 1974), puis la baisse des dépenses d'investissements expliquent l'essentiel de cette évolution. En termes réels (déduction faite du renchérissement), les dépenses totales stagnent depuis 1973. De 1973 à 1977, la baisse des investissements est compensée par l'augmentation des dépenses courantes; depuis 1978, ces deux types de dépenses restent quasi stationnaires.

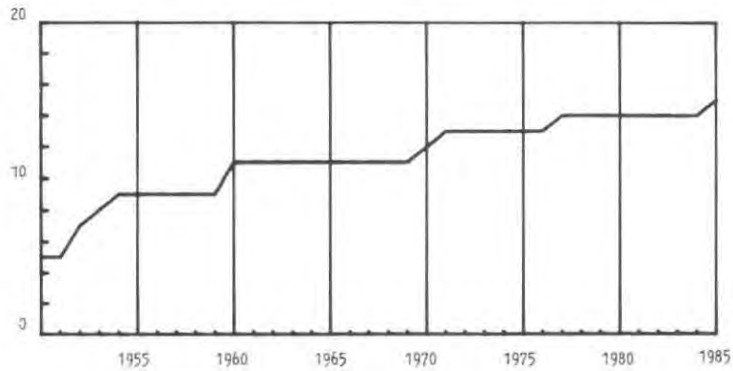
L'analyse des structures de dépenses montre un fléchissement régulier de la part des investissements au cours des années 70 au profit des salaires et des dépenses courantes pour d'autres biens et services. Par la suite, la répartition entre les dépenses d'investissements et le coût salarial reste relativement stable, mais la part des autres dépenses courantes tend à s'élargir. Connus depuis 1978, les montants des dépenses revenant à la Suisse progressent faiblement en termes nominaux (en moyenne : 3,9 % l'an) mais fléchissent en termes réels (- 0,3 % l'an) et leur part dans le total s'amenuise légèrement. Le déplacement des lieux de résidence des fonctionnaires internationaux vers la France et la baisse des investissements expliquent cette évolution.

La part des dépenses de l'ONU dans le total des dépenses des dix-huit OIG progresse faiblement en 15 ans, passant d'environ 20 % à 24 %; celle des autres institutions du système des Nations Unies tend également à s'élargir, passant d'environ 32 % à 36 % du total. La part du CERN s'accroît dans un premier temps (environ 46 % en 1970 et 50 % en 1975) puis fléchit (38 - 39 % en fin de période). La part relative des autres OIG reste marginale durant toute la période considérée (environ 2 %).

La progression du nombre de conférences internationales est à la fois marquée et régulière (+ 6,6 % par an). Le nombre de participants à ces réunions augmente de façon continue alors que celui des séances tenues stagne depuis quelques années, les infrastructures étant pleinement utilisées.

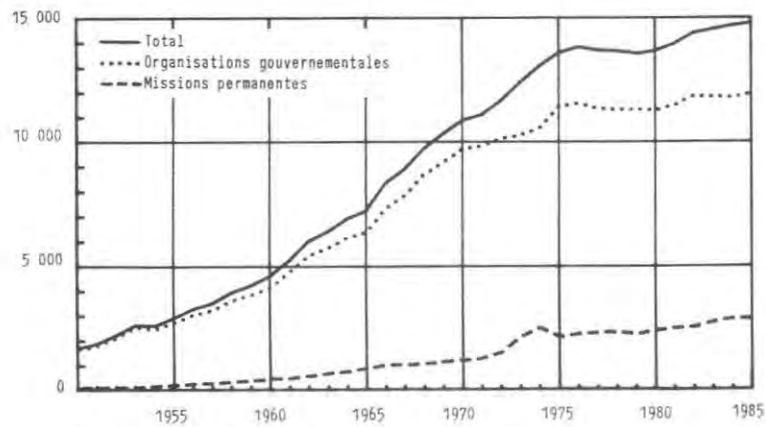
Graphique A

Nombre d'organisations Internationales gouvernementales établies à Genève, depuis 1950



Graphique B

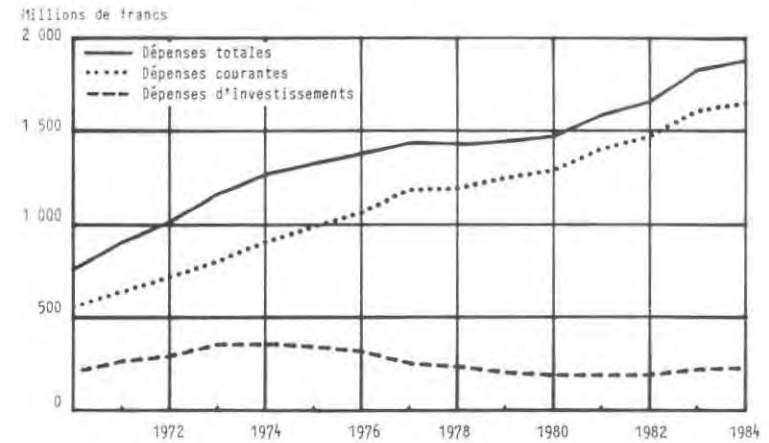
Personnel¹⁾ des organisations Internationales gouvernementales et des missions permanentes, depuis 1950



1) Titulaires d'une carte de légitimation (fonctionnaires internationaux).

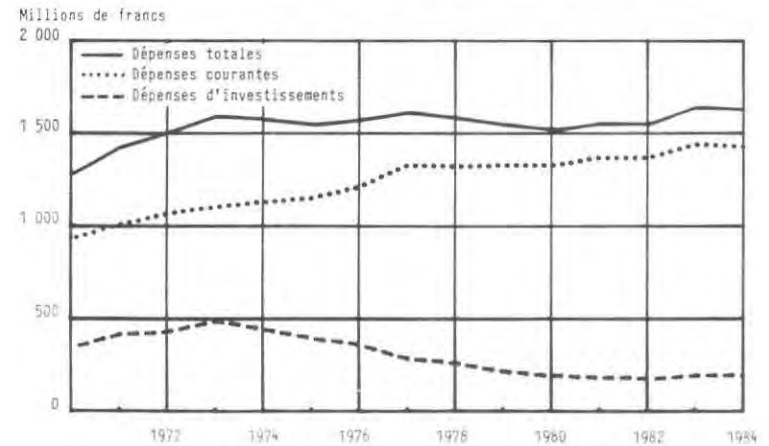
Graphique C

Dépenses des organisations Internationales gouvernementales, en francs courants, depuis 1970



Graphique D

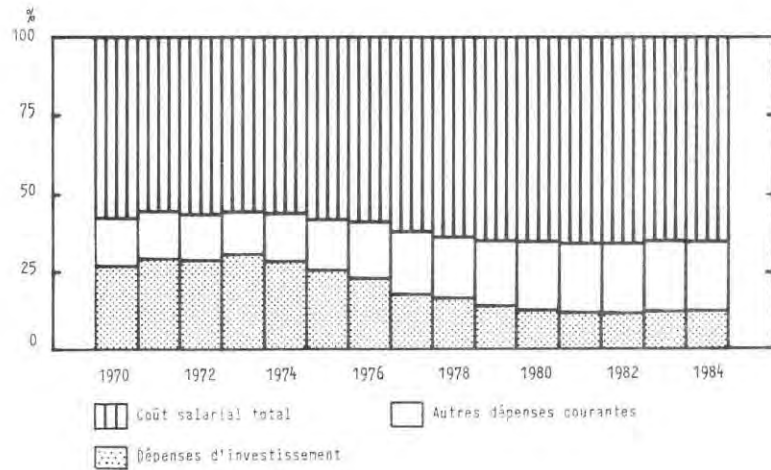
Dépenses des organisations Internationales gouvernementales, en francs constants¹⁾, depuis 1970



1) L'évolution des montants en francs constants (ou en termes réels) se déduit de l'évolution en francs courants (ou nominale) par la déflation de la progression du niveau général des prix mesurée par l'indice genevois des prix à la consommation.

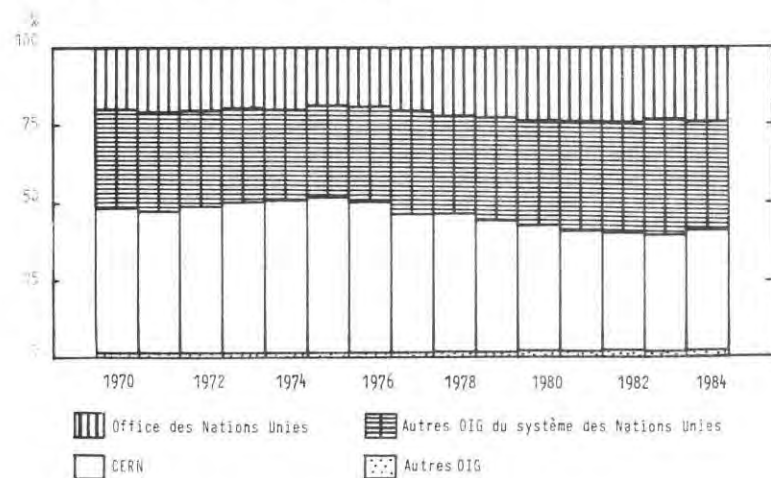
Graphique E

Structure des dépenses des organisations internationales, depuis 1970



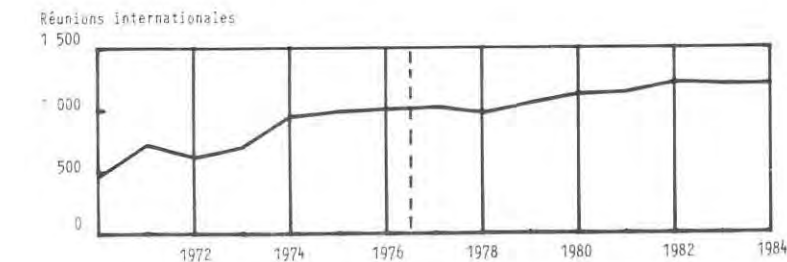
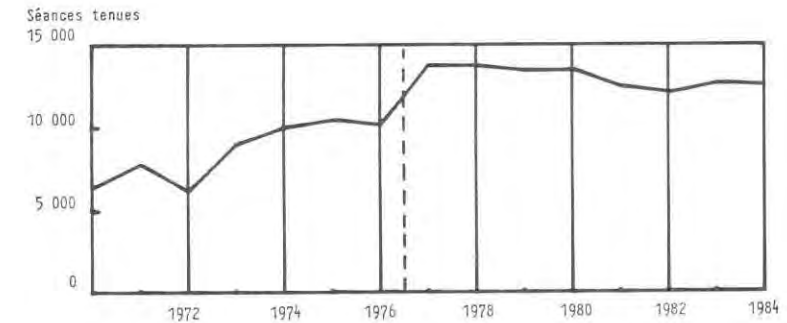
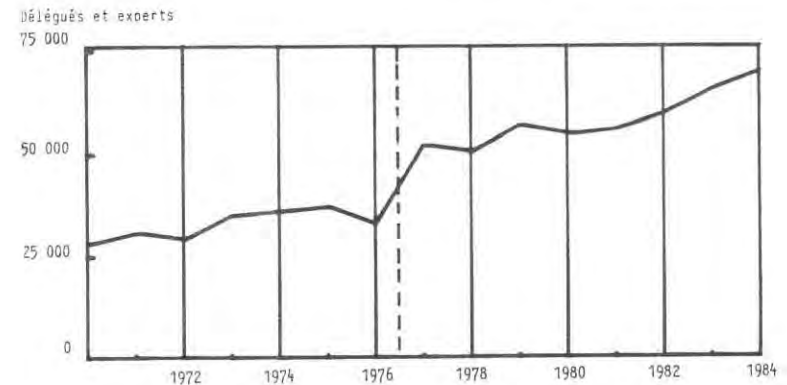
Graphique F

Répartition des dépenses des organisations internationales, par type d'organisation, depuis 1970



Graphiques G

Réunions internationales accueillies par les organisations internationales gouvernementales⁽¹⁾, depuis 1970



⁽¹⁾ Jusqu'en 1976, chiffres des quatre principales OIG. Dès 1977, chiffres exhaustifs.

Tableau 4

Nombre d'emplois¹⁾ dans les organisations internationales gouvernementales²⁾ et les missions permanentes à Genève, de 1950 à 1985
Résultats de 1950 à 1961

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ONU	585	.	680	964	725	719	811	852	881	918	910	966
BIT	541	.	646	655	657	747	794	793	865	845	899	1 010
OMS	345	.	438	447	444	483	484	449	528	579	628	674
UIT	122	.	160	217	215	205	237	226	256	245	266	308
OMM	.	.	.	51	65	60	68	69	83	90	93	102
OMPI	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	50	50
BIE	18	.	18	17	17	17	18	18	19	18	17	21
GATT	.	.	23	30	32	37	41	44	49	60	70	91
CERN	.	.	.	.	128	286	442	606	761	908	981	1 297
AELE	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	22	49
CIME	.	.	146	159	163	175	166	180	186	194	192	195
Total	1 611	.	2 111	2 540	2 446	2 729	3 061	3 237	3 628	3 857	4 128	4 763
Missions permanentes	.	.	106	95	158	192	247	281	331	378	468	479
Total général	.	.	2 217	2 635	2 604	2 921	3 308	3 518	3 959	4 235	4 596	5 242

1) Fonctionnaires internationaux (titulaires d'une carte de légitimation).

2) Voir la liste des organisations internationales gouvernementales à la page 13.

3) Données établies par le département fédéral des affaires étrangères pour le personnel des missions permanentes et, jusqu'en 1980, pour les fonctionnaires internationaux. Dès 1980, ces données-ci sont élaborées par le SCS.

Nombre d'emplois¹⁾ dans les organisations internationales gouvernementales²⁾ et les missions permanentes à Genève, de 1950 à 1985 (suite)
 Résultats de 1962 à 1973

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
ONU	1 025	1 066	1 082	1 121	1 325	1 459	1 522	1 687	1 860	1 925	2 011	2 218
BIT	1 046	1 117	1 201	1 247	1 324	1 399	1 615	1 688	1 714	1 491	1 402	1 539
OMS	719	752	793	812	1 000	1 063	1 178	1 158	1 188	1 237	1 299	1 230
UIT	328	352	378	368	382	395	414	451	463	510	529	560
OMM	102	116	146	147	173	174	218	228	245	262	259	250
OMPI	52	57	58	65	67	74	90	103	115	125	141	132
BIE	23	26	23	22	26	26	27	26	33	32	30	34
GATT	102	120	133	163	189	207	231	270	300	332	344	331
CERN	1 823	1 899	2 112	2 177	2 615	2 825	3 146	3 328	3 523	3 660	3 866	3 756
AELE	45	59	76	86	97	95	91	90	90	85	74	64
CIME	185	177	173	166	136	143	143	142	141	140	141	127
UI	.	.	.	.	.	.	.	.	.	12	14	15
ISVS	.	.	.	.	.	.	.	.	19	17	26	22
Total	5 450	5 741	6 175	6 374	7 334	7 860	8 675	9 171	9 691	9 828	10 136	10 278
Missions permanentes	578	680	749	886	1 008	1 032	1 054	1 159	1 193	1 280	1 504	2 120
Total général	6 028	6 421	6 924	7 260	8 324	8 892	9 729	10 330	10 884	11 108	11 640	12 398

1) Fonctionnaires internationaux (titulaires d'une carte de légitimation).

2) Voir la liste des organisations internationales gouvernementales à la page 13.

3) Données établies par le département fédéral des affaires étrangères pour le personnel des missions permanentes et, jusqu'en 1980, pour les fonctionnaires internationaux. Dès 1980, ces données-ci sont élaborées par le SCS.

Nombre d'emplois¹⁾ dans les organisations internationales gouvernementales²⁾ et les missions permanentes à Genève, de 1950 à 1985 (suite)
 Résultats de 1974 à 1985

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
ONU	2 415	2 754	2 997	2 975	3 084	3 162	3 127	3 234	3 550	3 521	3 509	3 492
BIT	1 466	1 585	1 449	1 493	1 416	1 328	1 345	1 340	1 382	1 399	1 400	1 395
OMS	1 296	1 354	1 434	1 343	1 313	1 328	1 308	1 272	1 279	1 270	1 279	1 309
UIT	495	690	596	569	596	611	644	674	692	705	697	721
OMM	266	274	275	280	277	284	291	286	283	299	298	291
OMPI	156	173	178	187	189	198	246	262	272	278	287	290
BIE	38	42	38	35	33	36	32	34	34	34	36	36
GATT	232	255	271	308	310	305	293	309	316	310	325	339
CERN	3 952	4 087	4 093	3 937	3 853	3 893	3 768	3 827	3 811	3 746	3 706	3 782
AELE	71	73	75	76	73	73	74	74	74	73	72	69
CIM (ex-CIME)	115	120	120	123	120	111	113	119	122	134	137	150
UI	17	17	18	17	18	18	18	19	18	19	19	21
OIPC	.	.	6	6	8	8	6	5	5	6	8	7
APEF	.	.	.	4	6	6	6	6	6	6	6	6
UPOV	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	10
ISVS	25	14	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Total	10 544	11 438	11 550	11 353	11 296	11 307	11 271	11 461	11 844	11 800	11 779	11 918
Missions permanentes	2 494	2 135	2 240	2 303	2 374	2 226	2 377	2 476	2 529	2 734	2 887	2 857
Total général	13 038	13 573	13 790	13 656	13 670	13 533	13 648	13 937	14 373	14 534	14 666	14 775

1) Fonctionnaires internationaux (titulaires d'une carte de légitimation).

2) Voir la liste des organisations internationales gouvernementales à la page 13.

3) Données établies par le département fédéral des affaires étrangères pour le personnel des missions permanentes et, jusqu'en 1980, pour les fonctionnaires internationaux. Dès 1980, ces données-ci ont été élaborées par le SCS.

Liste des organisations internationales gouvernementales établies à Genève

Organisations du système des Nations Unies

ONU Office des Nations Unies à Genève

. Institutions spécialisées de l'ONU

BIT Bureau International du travail
OMS Organisation mondiale de la santé
UIT Union internationale des télécommunications
OMM Organisation météorologique mondiale
OMPI Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

. Autres institutions et organes du système des Nations Unies

BIE Bureau international d'éducation, qui est rattaché à l'UNESCO
GATT Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Organisations européennes

CERN Organisation européenne pour la recherche nucléaire
AELE Association européenne de libre-échange

Autres organisations

CIM Comité Intergouvernemental pour les migrations
UI Union Interparlementaire
OIPC Organisation internationale de protection civile
APEF Association des pays exportateurs de minéral de fer
UPOV Union internationale pour la protection des obtentions végétales
ISVS Secrétariat international du service volontaire.

Tableau 5

Dépenses¹⁾ des organisations internationales gouvernementales, de 1970 à 1984

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
	Milliers de F						
Dépenses courantes ²⁾	559 367	641 893	722 409	805 999	909 469	989 371	1 063 656
. coût salarial total	441 900	503 244	574 315	647 217	714 843	773 688	815 824
. dépenses courantes pour d'autres biens et services	117 467	138 649	148 094	158 782	194 626	215 683	247 832
Dépenses d'investissements ³⁾	204 859	265 353	293 368	356 744	357 086	338 876	315 267
. achats de biens d'équipement	131 587	142 854	177 233	217 249	233 582	204 114	222 090
. dépenses de construction	73 272	122 499	116 135	139 495	123 504	134 762	93 177
Total des dépenses	764 226	907 246	1 015 777	1 162 743	1 266 555	1 328 247	1 378 923

Dépenses¹⁾ des organisations internationales gouvernementales, de 1970 à 1984 (suite)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 ⁴⁾
	Milliers de F							
Dépenses courantes	1 184 372	1 192 847	1 244 685	1 289 114	1 403 164	1 470 486	1 611 831	1 650 739
. coût salarial total	895 117	915 241	943 520	964 681	1 049 729	1 100 387	1 195 717	1 233 139
. dépenses courantes pour d'autres biens et services	289 255	277 606	301 165	324 433	353 435	370 099	416 114	417 600
Dépenses d'investissements	252 375	234 402	199 881	184 657	184 992	190 319	219 350	230 177
. achats de biens d'équipement	198 048	164 307	152 316	154 777	141 445	126 407	135 450	145 432
. dépenses de construction	54 327	70 095	47 565	29 880	43 547	63 912	83 900	84 745
Total des dépenses	1 436 747	1 427 249	1 444 566	1 473 771	1 588 156	1 660 805	1 831 181	1 880 916
dont dépenses revenant à la Suisse	*	846 716	854 739	870 234	948 017	959 153	1 077 403	1 065 832

1) Dépenses effectuées pour le siège ou l'office établi à Genève.

2) Estimation jusqu'en 1976.

3) Dépenses de l'ONU, du BIT, de l'OMS et du CERN jusqu'en 1976.

4) Résultats provisoires jusqu'au prochain relevé.

Tableau 6

Structures des dépenses¹⁾ des organisations internationales gouvernementales, de 1970 à 1984

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
	Pour cent						
Dépenses courantes ²⁾	73,2	70,8	71,1	69,3	71,8	74,5	77,1
. coût salarial total	57,8	55,5	56,5	55,7	56,4	58,3	59,1
. dépenses courantes pour d'autres biens et services	15,4	15,3	14,6	13,6	15,4	16,2	18,0
Dépenses d'investissements ³⁾	26,8	29,2	28,9	30,7	28,2	25,5	22,9
. achats de biens d'équipement	17,2	15,7	17,5	18,7	18,4	15,4	16,1
. dépenses de construction	9,6	13,5	11,4	12,0	9,8	10,1	6,8
Total des dépenses	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Structures des dépenses¹⁾ des organisations internationales gouvernementales, de 1970 à 1984 (suite)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984 ⁴⁾
	Pour cent							
Dépenses courantes	82,4	83,6	86,2	87,5	88,3	88,5	88,0	87,8
. coût salarial total	62,3	64,1	65,3	65,5	66,1	66,2	65,3	65,6
. dépenses courantes pour d'autres biens et services	20,1	19,5	20,9	22,0	22,2	22,3	22,7	22,2
Dépenses d'investissements	17,6	16,4	13,8	12,5	11,7	11,5	12,0	12,2
. achats de biens d'équipement	13,8	11,5	10,5	10,5	8,9	7,6	7,4	7,7
. dépenses de construction	3,8	4,9	3,3	2,0	2,8	3,9	4,6	4,5
Total des dépenses	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
dont dépenses revenant à la Suisse	*	59,3	59,2	59,0	59,7	57,8	58,8	56,7

1) Dépenses effectuées pour le siège ou l'office établi à Genève.

2) Estimation jusqu'en 1976.

3) Dépenses de l'ONU, du BIT, de l'OMS et du CERN jusqu'en 1976.

4) Résultats provisoires jusqu'au prochain relevé.

D.S. 1986/2

Tableau 7

Réunions¹⁾ accueillies par les organisations internationales gouvernementales à Genève²⁾, de 1970 à 1984

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Réunions internationales	458	722	622	700	950	990	1 010
Séances tenues	6 350	7 800	6 150	9 000	10 000	10 470	10 129
Délégués et experts	27 900	30 700	29 000	35 000	36 000	37 100	32 700

Réunions¹⁾ accueillies par les organisations internationales gouvernementales à Genève, de 1970 A 1984 (suite)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Réunions internationales	1 026	974	1 054	1 126	1 142	1 217	1 194	1 194
Séances tenues	13 775	13 671	13 387	13 469	12 464	12 058	12 676	12 535
Délégués et experts	51 921	50 277	56 873	54 526	55 735	59 415	65 380	69 701

1) Réunions, sessions et conférences tenues à Genève, convoquées ou accueillies par une organisation gouvernementale établie dans le canton.

2) Chiffres des quatre principales organisations (ONU, BIT, OMS, UIT) jusqu'en 1976.

4. Liste des tableaux statistiques disponibles sur demande

Type de tableau : Titre et numéro de référence :

ANNUEL

- Emplois
- . Nombre d'emplois au siège de Genève des organisations internationales gouvernementales (réf. 1.1.1.1.), dès 1978
 - . Répartition des emplois par organisation internationale gouvernementale (réf. 1.1.1.2.), dès 1978
 - . Répartition des emplois dans les organisations internationales gouvernementales, par lieu de résidence et origine (réf. 1.1.1.3), dès 1978
 - . Emplois dans les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève (réf. 1.3.1.1.), dès 1979
- Dépenses
- . Dépenses des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales (réf. 2.3.1.1.), dès 1977

RETROSPECTIF

- Emplois
- . Emplois dans les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève, 1978-1981 (réf. 1.3.2.1.) et dès 1982 (réf. 1.3.2.2.)
- Dépenses
- . Dépenses des organisations internationales gouvernementales, 1977-1980 (réf. 2.1.2.1.) et 1981-1984 (réf. 2.1.2.2.)
 - . Dépenses des organisations internationales non gouvernementales, 1977-1980 (réf. 2.2.2.1.) et 1981-1984 (réf. 2.2.2.2.)
 - . Dépenses des organisation internationales gouvernementales et non gouvernementales, 1977-1980 (réf. 2.3.2.1.) et 1981-1984 (réf. 2.3.2.2.)
- Réunions
- . Réunions internationales accueillies par les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève, 1977-1980 (réf. 3.3.2.1.) et 1981-1984 (réf. 3.3.2.2.)

HISTORIQUE

- Emplois
- . Personnel des organisations internationales gouvernementales et des missions permanentes à Genève, 1970-1979 (réf. 1.5.3.1.) et dès 1980 (réf. 1.5.3.2.)
- Dépenses
- . Dépenses des organisations internationales gouvernementales, 1970-1979 (réf. 2.1.3.1.) et dès 1980 (réf. 2.1.3.2.)
- Réunions
- . Réunions accueillies par les organisations internationales gouvernementales à Genève, 1970-1979 (réf. 3.1.3.1.) et dès 1980 (réf. 3.1.3.2.)

SYNTHESE

- . Emplois, dépenses et réunions des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales à Genève, 1976-1981 (réf. 5.3.2.1.) et dès 1982 (réf. 5.3.2.2.)
- . Emplois, dépenses et réunions des organisations internationales gouvernementales en Suisse, 1979-1984 (réf. 5.1.2.1)

Collection "Données statistiques"

- 1985/1 Résultats de l'enquête 1984 auprès des organisations internationales
(prix : 10 F.)
- 1985/2 Le niveau des loyers à Genève - Statistique des loyers de novembre
1984 (prix : 15 F.)
- 1985/3 Enquête sur les budgets des ménages de salariés - Résultats 1984
pour le canton de Genève (prix : 10 F.)
- 1986/1 Le niveau des loyers à Genève - Statistique des loyers de novembre
1985 (prix : 15 F.)
- 1986/2 Enquête auprès des organisations internationales - Résultats de 1985
et données rétrospectives (prix : 10 F.)

Prochaine publication :

- 1986/3 L'hôtellerie à Genève - Données récapitulatives